

Muriel Targnion

«Ceux qui mettent à mort Publifin devront rendre des comptes»

CV EXPRESS

Muriel Targnion est née voici **46 ans** en bord de Vesdre.

Licenciée de **sciences po**, elle milite rapidement au sein des **Jeunes socialistes**. Elle en devient la présidente fédérale peu avant de devenir conseillère communale, puis **échevine** (2003).

Jean-François Istasse et **Yvan Ylfeff** lui mettent au même moment le pied à l'étrier au sein de leurs cabinets ministériels respectifs.

En 2010, elle devient sénatrice puis **bourgmestre** de Verviers en 2015.

LES PHRASES CLÉS

«Une bonne partie des édiles ne comprennent pas le modèle unique mis en place au sein de Nethys.»

«Il y a un **sérieux problème** concernant la tutelle d'improbation exigée par le gouvernement.»

«Stéphane Moreau, c'est un **non-sujet**, aujourd'hui.»

INTERVIEW PHILIPPE COULÉE

Parachutée coup sur coup bourgmestre de Verviers en 2015 et administratrice de Publifin avant l'été dernier, Muriel Targnion sort du bois «pour défendre l'outil et l'emploi liégeois sabordés par le gouvernement wallon». Elle s'explique, en exclusivité.

Les gens n'y comprennent plus rien dans ce dossier très politisé et personnalisé. Qu'avez-vous envie de dire en tant qu'administratrice récemment arrivée?

Non seulement les gens ne comprennent plus ou font des raccourcis, mais même une bonne partie des édiles ne comprend pas le modèle unique mis en place au sein de Nethys.

Et comment expliquer pour faire simple?

Une entreprise GRD (gestionnaire de réseaux de distribution gaz et électricité), publique au départ, appelée aujourd'hui Resa, a été redressée par le monde économique avec le soutien du monde politique liégeois, tous partis confondus, il y a une grosse dizaine d'années. Le projet initié alors avait un double objectif: ancrer l'emploi en province de Liège et créer un modèle industriel unique avec un actionariat public dans une entreprise très concurrentielle. À côté de cela, à l'instar de ce que font nos concurrents en Flandre ou en France, cette entreprise, pour rester concurrentielle et pérenne, a diversifié ses activités, notamment dans les télécommunications. Et ça, le monde politique ne semble plus l'admettre aujourd'hui. Pourtant, on n'a pas inventé la roue: c'est partout la même chose. Ne pas le faire mettrait à mal notre modèle économique sur le moyen terme.

On parle de quoi exactement?

Chez Nethys, par exemple, on a décidé de créer un pôle assurances, un pôle médias. Et dans les médias, on a encore diversifié les supports et les contenus.

Pourquoi se montre-t-on plus catholique que le pape en Wallonie?

Ce que je peux admettre, c'est que le scandale des comités de secteurs ait créé un blocage. Le fait que l'actionariat soit public engage

forcément les responsables publics au pouvoir. Mais les dysfonctionnements dénoncés ont aujourd'hui été corrigés. Les comités de secteurs ont été supprimés. On a même pris, au sein du C.A. de Publifin, des mesures pour obtenir le remboursement des jetons indûment perçus. Rien ne justifie au-delà de sacrifier ce modèle industriel à succès dont tout le monde se méfie parce que ses rouages sont difficiles à comprendre. Et je ne comprends pas que le gouvernement veuille aller aussi loin dans la destruction d'une entreprise aujourd'hui recadrée, profitable pour la collectivité et l'économie wallonne. Je pense qu'on est la seule Région au monde où un gouvernement, s'il s'entête, va casser volontairement un fleuron local en toute connaissance de cause.

Vous ne grossissez pas un peu le trait?

Pas du tout! Il y a d'abord un sérieux problème pour Nethys concernant la tutelle d'improbation en passe d'être imposée. Dans les documents sur la table du gouvernement, cette tutelle pourra annuler une décision à partir du moment où la barre des 20% de participations publiques est franchie dans le capital de la société visée. Donc, si on rachète une boîte de téléphonie mobile et qu'on trouve dans l'opération de rachat plus de 20% de parts publiques – ce qui est arrivé fréquemment –, la Région wallonne pourra invalider cette décision. Comment voulez-vous vous développer dans un marché hyperconcurrentiel si vous avez une belle-mère qui vous oblige à tout rendre public et à attendre son feu vert avant de réaliser un deal? Ce genre d'opération requiert une discrétion et une rapidité de décision optimales.

Certains exigent aussi une scission entre Resa et Nethys.

La décision de principe de la scission a été actée début novembre par le C.A. de Nethys. Resa est le socle de l'histoire industrielle du groupe: tout est parti de là historiquement. C'est à partir de ce socle que les économies d'échelle et les synergies ont été construites. À tous les niveaux, depuis la base jusqu'au management, ce sont les mêmes personnes et les mêmes profils qui pilotent toutes les entités du groupe. Le jour où on va détricoter cela, on le paiera cher. Cette demande, vu les

constats tirés par la Commission d'enquête, on peut la comprendre politiquement sans l'approuver économiquement. Souvenez-vous toutefois du rapport rédigé par une douzaine d'experts universitaires à la demande du gouvernement. Sur ce point précis de la scission des métiers, le rapport pointait la transparence, c'est vrai; mais au détriment de toute une série d'avantages actuels, dont le montant des dividendes versés aux communes et à la province.

Vous pouvez expliquer...

Je ne prends que les frais informatiques et de réseaux partagés. C'est énorme. Je prends un autre exemple: on a dû, à l'origine, acter une dépense importante pour racheter les cablo-opérateurs wallons et les réseaux existants. Mais aujourd'hui, cette dépense est amortie: Resa ne doit plus renflouer les pertes de Voo. Et Voo va enfin engranger des bénéfices. C'est donc injuste économiquement de séparer les entités alors qu'une d'entre elles va enfin pouvoir récolter les fruits des dépenses réalisées par le groupe depuis plus de dix ans. À contrario, les nouvelles normes imposées par le régulateur en matière de compteurs intelligents et autres installations techniques à charge des GRD vont plomber les dépenses de Resa. Ors également est en difficulté budgétaire face à ces investissements imposés. On était juste à un moment où une entité (Nethys) allait pouvoir renvoyer l'ascenseur à l'autre (Resa) – c'est cela la diversification du risque – et on va au contraire fragiliser certains métiers, avec les conséquences en termes d'outil et d'emploi que cela impose pour équilibrer les comptes.

Comment réagit le C.A. de Nethys? Et celui de Publifin?

Maintenant que nous avons les postulats et que l'on voit clairement que l'on évoque même une revente par appartenance des entités du groupe, on a demandé à McKinsey d'étudier le nouveau modèle et d'objectiver au mieux

les conséquences financières probables en termes de dépenses et de pertes d'emploi.

Qu'en est-il des rémunérations des administrateurs et du management?

Pour les administrateurs de Publifin, il s'agit dorénavant de simples jetons de présence. Moi, je ne les ai même pas pris, comme ça,

c'est clair. Ceux de Nethys, qui sont pour la plupart des patrons d'entreprise, verront également leurs défraiements revus à la baisse. Quant au management, je n'ai pas la liste des salaires et n'y ai pas accès. Mais je trouve fort de café que le décret wallon tel qu'il est rédigé aujourd'hui cible juste les dirigeants de Nethys et personne d'autre. Que ces salaires soient trop élevés, je le reconnais en tant que représentante socialiste, même si ce qu'ils représentent dans les dépenses à l'échelle du groupe est quasi négligeable financièrement parlant. Mais alors, je plaide pour une approche unique pour tous les dirigeants concernés: quand on regarde ce que gagne le patron de Sonaca ou de FN Herstal, les montants pratiqués sont comparables à ceux dénoncés chez Nethys. Idem au niveau fédéral chez Bpost ou Proximus d'ailleurs. Et eux vont pouvoir garder leur salaire sans être montrés du doigt. C'est clairement deux poids deux mesures et on vise ouvertement Stéphane Moreau.

Stéphane Moreau a-t-il été reconduit dans ses fonctions de CEO de Nethys sans que cela fasse problème au sein de Publifin?

Stéphane Moreau, c'est un non-sujet aujourd'hui. C'est lui qui a créé le groupe tel qu'il est aujourd'hui. Il n'a pas été mis en cause dans le scandale de comités de secteur. Il n'est en fait mis en cause que sur la base de son salaire. On peut en discuter sur base de la logique déjà évoquée; mais ce n'est pas une faute. Un moment donné, tous les dirigeants ont approuvé ce salaire, l'estimant cohérent. Il faut arrêter de tirer sur le pianiste, surtout quand il n'a pas joué faux. Cela nuit à l'entreprise. Si j'ai accepté de répondre à vos questions, c'est notamment pour demander haut et fort qu'on arrête de parler de Stéphane Moreau. La priorité, c'est la défense de l'outil par ceux qui le connaissent. Pour le moment, on crie au scandale. Mais demain, quand on se réveillera et que l'outil industriel sera sur le flanc, avec les pertes d'emploi qui vont de pair, on se demandera comment on a pu en arriver là... Je n'ai pas peur de prendre mes responsabilités et de dire aux décideurs qu'ils devront rendre des comptes.

Et au niveau de l'actionnariat public communal, quelles peuvent être les consé-

quences des exigences gouvernementales?

Pour faire simple, le public se tire une balle dans le pied et fragilise l'outil: les communes et la province vont se trouver flouées. À terme, elles vont peut-être devoir en arriver à revendre Resa à la concurrence. En tant que bourgmestre de Verviers, je voudrais également corriger ce qui a été dit trop souvent. On a dit que, vu les salaires du management et les récents achats de Voo, le contribuable wallon avait dû payer plus cher son électricité et son gaz. Mais je constate pour ma commune, où nous sommes affiliés à Resa pour le gaz et à Ores pour l'électricité, qu'on paierait 30 euros moins cher le kilowatt si les responsables communaux avaient choisi Resa plutôt qu'Ores lorsque le contrat a été signé.

Et en termes d'emploi?

On tourne autour de 3.000 emplois à l'échelle du groupe dont 2/3 sous la coupole Nethys. À l'époque, avant le regroupement des activités, il y en avait 1.200 pour Resa. Si on n'avait pas diversifié le risque et développé l'offre commerciale, certaines projections indiquent qu'on serait tombé à 550...